

POUR UNE LIBERTÉ SANS PEUR

ASSEMBLÉE DES MIGRANTS

MODENA, PIAZZA DELLA CITTADELLA – 19 MAI, 15 H

Le 24 mars des centaines de femmes et hommes migrants, ont traversé les rues de Bologne pour s'opposer au racisme qui tue. Ils sont venus des quartiers et des centres d'hébergement de Bologne, Modène, Reggio Emilia, Ferrara e Rimini. La manifestation a montré la colère de ceux qui vivent depuis des années dans ce pays avec un permis de séjour pour travailler ainsi que la colère des ceux qui ont fui les guerres, la violence, les viols et la pauvreté. Les mêmes qui maintenant voient leur vie en danger. La manifestation a montré notre force : notre capacité de prendre parole pour briser le silence auquel ils veulent nous forcer, notre volonté de nous organiser contre l'isolement dans lequel ils veulent nous confiner.

Au fil du temps le gouvernement démocratique a construit sur notre insécurité la promesse de sécurité pour ceux qui, bien qu'étant citoyens italiens, sont toujours plus précaires et pauvres. Nous savons que ceux qui ont gagné les dernières élections ont promis plus de refoulements et plus d'expulsions en masse. Toutefois, depuis la manifestation à Bologne, nous savons aussi que nous pouvons lutter ensemble contre le racisme institutionnel qui divise italiens, migrants et demandeurs d'asile, contre le chantage de l'accueil sur la base de la provenance et de la disponibilité à travailler gratuitement.

Ce n'est plus le moment pour avoir peur : l'ont montré les femmes migrantes que, pendant la manifestation ont pris la parole contre le double racisme qu'elles vivent tous les jours, en tant que femmes et en tant que migrantes. L'ont montré beaucoup de migrants, demandeurs d'asile et ouvriers qui ont dénoncé leur commune exploitation. Il est temps de réagir et construire une mobilisation des migrants et italiens, femmes et hommes, pour s'opposer au racisme. Nous avons donc décidé de commencer un parcours d'assemblées dans plusieurs villes de l'Emilia Romagna pour discuter de comment garder et élargir notre initiative.

Les directives européennes, les lois italiennes et la façon dont elles sont appliquées par les questures, les préfectures et les collectivités territoriales (mais pas seulement) de cette région limitent la liberté de se déplacer, elles forcent à des longues attentes (jusqu'à 2 ans) pour les commissions territoriales, elles refusent les papiers essentiels pour vivre et travailler et elles imposent le chantage du travail gratuit. La commission de l'Emilia-Romagna décide de plus en plus fréquemment de nier le droit d'asile. De même que les tribunaux qui rejettent de plus en plus les recours. Les demandeurs d'asile doivent aussi subir une série de procédures illégitimement mises en place par les questures qui retardent, et le plus souvent empêchent d'obtenir le papier de séjour : certaines questures demandent la déclaration d'hébergement et/ou la résidence, d'autres convoquent les propriétaires de l'appartement pour certifier le domicile des migrants qui sont en attente du renouvellement des papiers; dans certains cas ils envoient directement la police à faire des inspections nocturnes dans les appartements. En plus de ça, pour ceux qui n'ont pas un domicile fixe il devient toujours plus difficile obtenir la résidence parce que beaucoup de Mairies prétendent illégitimement que l'on passe par les services sociaux, qui souvent filtrent les demandes (et sans résidence il n'y a pas d'accès

possible pour beaucoup de droits sociaux et civils). Les questures et les collectivités territoriales agissent de cette façon, au-dessus de la loi et en humiliant les femmes et les hommes qui ont demandé l'asile !

De cette manière, questures, préfectures et Mairies préparent le terrain pour la politique des expulsions. À travers leurs choix partants sur la gestion de l'accueil, ils produisent clandestinité, la même clandestinité à laquelle sont condamnées les femmes et les hommes migrants : après des années dans ce pays ils ne peuvent même pas renouveler le permis à cause d'un revenu trop faibles ou pour un manque de travail. Une clandestinité à laquelle s'ajoute la menace de la détention: si c'est vrai, comme il a été annoncé, qu'il va ouvrir un nouveau « Centre de permanence pour le rapatriement » à Modène. Notre défi c'est de rendre ce terrain impraticable, pour conquérir la liberté de construire une vie meilleure.